

[Association]

L'association et la protection sociale

Vous envisagez
de créer une
association ?

Vous avez décidé de
vous investir dans un
projet associatif ?



Vous envisagez
de créer
une association ?

Vous avez décidé
de vous investir
dans un projet
associatif ?

Pour vous aider dans la définition de votre projet, ce guide vous présente les principales étapes de la création d'une association : depuis la rédaction des statuts au fonctionnement, en passant par la répartition des tâches, des pouvoirs et des responsabilités entre les acteurs (dirigeants, administrateurs, salariés, bénévoles...).

Ce guide aborde également les obligations de l'association qui embauche des salariés permanents ou ponctuels. Droit du travail, convention collective, protection sociale..., l'association est un employeur comme un autre qui doit notamment respecter les règles en matière de droit de la Sécurité sociale.

Enfin, ce guide présente les démarches de l'employeur et les services, proposés par le réseau Urssaf, qui simplifient les formalités sociales liées à l'emploi de salariés. Fini le calcul des cotisations sociales, la rédaction du contrat de travail, l'édition du bulletin de salaire... désormais, les associations ont accès à deux dispositifs gratuits leur simplifiant la vie : le Chèque Emploi Associatif et le Guso.

Volontairement synthétique, ce guide doit vous accompagner dans les différentes étapes de la vie de votre association et vous apporter les éléments clés pour que votre projet se concrétise et connaisse son meilleur développement.

Dans cette collection existe également un guide sur les associations sportives et la protection sociale.



Sommaire

I	Créer une association : de l'idée au projet	4
	1. Les bonnes questions avant de franchir le pas	
	2. Les différentes formes d'association	
	3. Les modalités de déclaration d'une association et ses obligations	
	4. Le fonctionnement d'une association	
II	Devenir employeur : des droits et des obligations	10
	1. Le droit du travail et la convention collective	
	2. La protection sociale	
	3. Le calcul des cotisations sociales	
	4. Les aides et allègements sociaux en faveur de l'emploi	
	5. La fiscalité	
III	Embaucher des salariés en toute simplicité	16
	1. Le centre de formalités des entreprises	
	2. Des mesures simplifiées pour les associations : Chèque Emploi Associatif et Guso	
IV	Annexes	20
V	Contacts utiles	24

Les informations communiquées dans ce guide s'appuient sur la législation en vigueur au 01/07/2008.



« L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices »

Article 1^{er} de la Loi du 1^{er} juillet 1901.

1. Les bonnes questions avant de franchir le pas

Avant de vous lancer, vérifiez bien si la structure associative est la réponse adéquate à votre projet et s'il n'existe pas d'autres structures juridiques pouvant, à l'usage, se révéler plus adaptées.

Si votre projet est de développer des activités lucratives, votre association se met en concurrence directe avec les sociétés et se retrouve assujettie de la même manière qu'une société : impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, TVA... Dans ce cas, une SARL ou SA, constituée pour partager le bénéfice ou profiter de l'économie qui en résulte, peut, par exemple, se révéler mieux adaptée. Ce type de structure permet d'agir plus efficacement que l'association, dans le domaine marchand concurrentiel. En effet, le statut de société permet, par exemple, de s'inscrire aux chambres consulaires, de bénéficier d'un bail commercial.

Si votre but exclusif est de créer une association pour créer votre emploi, cette démarche est en contradiction avec la définition d'une association « regroupant plusieurs personnes ayant la volonté de développer un projet commun ». De plus, cette idée se heurte au fonctionnement même de l'association au sein de laquelle « les salariés ne doivent pas avoir une part prépondérante à la direction de l'association » (cf. avis du Conseil d'État du 22 octobre 1970).

Autre forme juridique, le groupement d'intérêt économique (GIE) a pour objet de mettre en commun les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres, à améliorer ou à accroître les résultats de cette activité (par exemple : gestion d'un service de recherche, d'un immeuble...). Les membres d'un GIE doivent obligatoirement se livrer à une activité économique, ce qui n'est pas imposé aux associations.

Enfin, si vous envisagez de développer votre activité seul, votre choix s'orientera plutôt vers un statut de travailleur indépendant, gérant d'une EURL par exemple.

Important : choisir la structure associative dans le seul but d'éviter toute imposition fiscale serait une erreur et comporte des risques de redressement fiscal.



2. Les différentes formes d'association

L'association de fait

L'association de fait est un simple groupement de personnes. Cette association ne nécessite aucune formalité de constitution légale. Elle n'a pas de personnalité morale. Elle ne peut donc prétendre à la signature d'un bail, à l'ouverture d'un compte bancaire, au bénéfice de subventions... Elle ne peut pas embaucher de salarié.

L'association déclarée

Les fondateurs veulent, dans ce cas, donner une véritable existence et des pouvoirs légaux à cette structure, pour agir et réaliser les objectifs fixés. Une fois l'association créée, ils doivent effectuer les formalités de déclaration à la préfecture et de publication au Journal Officiel. Dès lors, l'association a une valeur juridique et peut acquérir des biens, embaucher des salariés, exercer une activité commerciale...

L'association agréée

L'association agréée est une association déclarée qui bénéficie du label de l'administration. L'agrément est attribué par le ministère dont elle dépend. Cet agrément, accordé après examen d'un dossier, permet en général d'exercer certaines activités réglementées et éventuellement de bénéficier de subventions publiques (agrément des associations sportives, agrément comme associations d'éducation populaire, agrément des associations de service aux personnes...). L'association agréée peut, sous certaines conditions, bénéficier de modalités particulières de calcul des cotisations de Sécurité sociale.

L'association reconnue d'utilité publique

La capacité juridique étendue de ce type d'association lui permet de recevoir des dons et legs sous réserve d'une autorisation préalable de l'autorité administrative. En contrepartie, la reconnaissance d'utilité publique soumet l'association à une tutelle administrative, notamment pour modifier les statuts, pour recevoir des dons et legs, pour aliéner son patrimoine.

La fondation

La fondation est une forme particulière d'association reconnue d'utilité publique, qui est soumise à une tutelle administrative. La fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources, à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif. Le terme « fondation » est protégé.

3. Les modalités de déclaration d'une association* et ses obligations

La déclaration à la préfecture

BON à SAVOIR

Des modalités déclaratives particulières sont applicables aux associations créées dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

cf. encart l'association en Alsace-Moselle

La déclaration est faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dont dépend le siège social de l'association. Pour les associations dont le siège est à Paris, la déclaration préalable est déposée à la préfecture de police (www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr).

La déclaration est établie en deux exemplaires sur papier libre par les personnes chargées de la direction ou de l'administration de l'association.

Elle doit mentionner obligatoirement le titre de l'association, l'objet, le siège de son ou ses établissements, les nom, profession, domicile et nationalité des personnes en charge de l'administration ou de la direction de l'association. Un récépissé est délivré dans un délai de 5 jours à compter du dépôt de la déclaration.

La publication au Journal Officiel (JO)

L'insertion au JO rend publique l'association. Cette publication est effectuée par les administrateurs dans un délai d'un mois à compter de la date de récépissé de dépôt. La publication n'a lieu que sur production du récépissé du dépôt de la déclaration. Les préfectures tiennent à la disposition des associations un formulaire avec mode d'emploi de demande d'insertion au JO, et parfois, se chargent pour l'association de cette formalité.

Constituant la preuve de la personnalité morale et de la capacité juridique de votre association, l'extrait au JO vous sera demandé par les tiers. C'est pourquoi nous vous recommandons d'en faire des photocopies afin de toujours conserver l'original.

La rédaction des statuts

Pour que l'association fonctionne correctement, les membres de l'association veilleront à organiser clairement leur projet. Les statuts sont le meilleur moyen de poser les fondements et de définir le fonctionnement de l'association.

On y inscrit notamment :

- le titre exact et complet de l'association ;
- les buts de l'association ;
- l'adresse du siège social.

Si les statuts ne sont pas obligatoires, leur rédaction ne peut être évitée lorsque les fondateurs souhaitent que leur projet devienne personne morale à part entière, et donc une association déclarée.

* Une association peut ne pas être déclarée, mais dans ce cas elle n'a pas de capacité juridique.



Afin de lutter contre les pratiques para-commerciales, la loi fait obligation à toute association de mentionner dans ses statuts l'exercice d'une activité économique.

À noter que toute modification des statuts doit être déclarée à la préfecture et doit être consignée dans un registre spécial.

L'immatriculation au répertoire Sirene

L'association est employeur de personnel salarié*

Le centre de formalités des entreprises (CFE) auprès duquel l'inscription doit être demandée est l'Urssaf à laquelle sont versées les cotisations (cf. page 16).

L'association n'est pas employeur de personnel et elle exerce des activités qui entraînent le paiement de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés*

Le CFE auprès duquel l'inscription doit être demandée est le centre des impôts où seront effectuées les déclarations de chiffre d'affaires ou de bénéfices.

Autre cas

Si l'association a besoin d'un numéro Siret, elle doit contacter directement la direction régionale de l'Insee.

4. Le fonctionnement d'une association

Les administrateurs

Les administrateurs sont les personnes chargées du fonctionnement de l'association. Réunis au sein d'un organe collégial de direction (conseil d'administration, comité de direction, conseil exécutif...), ils sont chargés d'appliquer les décisions de l'assemblée générale.

Un salarié peut être administrateur de l'association qui l'emploie, à condition de ne pas occuper une présence prépondérante au sein des instances dirigeantes.

Bien qu'un administrateur puisse percevoir une rémunération au titre de son mandat, les statuts de l'association excluent, en général, cette possibilité en précisant que les fonctions d'administrateur sont remplies à titre bénévole.

Les associations qui sollicitent un agrément ou une subvention se voient imposer par l'administration, l'interdiction de rémunérer leurs administrateurs.

Enfin, l'administration fiscale considère que le seul fait de cumuler un emploi salarié, dont la rémunération excède les 3/4 du Smic, et un mandat d'administrateur d'une association suffit à remettre en cause la gestion désintéressée de l'association et à la soumettre aux impôts commerciaux.

* La demande sera transmise par l'Urssaf ou par le centre des impôts à l'Insee qui procédera à l'inscription au répertoire Sirene et à l'attribution des numéros Siren et Siret.

Le dirigeant

L'exercice des fonctions de direction d'une association s'effectue parfois dans des conditions assimilables à l'exercice d'une activité professionnelle. Les dirigeants d'associations, lorsqu'ils perçoivent une rémunération, sont affiliés au régime général des salariés* s'ils n'ont – par eux-mêmes ou par personnes interposées – aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation.

Les sociétaires

Les sociétaires sont les membres de l'association, ses adhérents. Pour être membre d'une association, il faut avoir la capacité de s'engager. L'obligation principale des membres est de payer la cotisation prévue et de respecter les obligations statutaires.

Les bénévoles

Le bénévole est celui qui apporte son concours à une association, en dehors de tout lien de subordination et sans percevoir en contrepartie de rémunération sous quelque forme que ce soit (salaire, indemnité ou avantage en nature...). Il ne relève d'aucun régime social.

Le volontariat associatif

Le volontaire associatif est une personne physique qui collabore de façon désintéressée à l'activité d'une association de droit français ou d'une fondation reconnue d'utilité publique, agréée par l'État à cet effet.

Les missions confiées aux volontaires ne peuvent pas avoir été précédemment exercées par un salarié de l'association dont le contrat de travail a été rompu dans les 6 mois précédant la date d'effet du contrat de volontariat.

Le contrat de volontariat est conclu pour une durée maximale de 2 ans. La durée cumulée des missions accomplies par le volontaire, que ce soit dans une ou plusieurs associations ou fondations, ne peut excéder 3 ans.

Le volontaire doit être âgé de plus de 16 ans (s'il a moins de 18 ans, une autorisation parentale est requise). Il doit être ressortissant français ou d'un État membre de l'Union Européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou résider en France de façon régulière et continue depuis plus d'un an.

Le contrat de volontariat est, en principe, incompatible avec toute autre activité rémunérée. Le volontaire ne peut pas percevoir une pension de retraite, le RMI, les allocations du régime d'assurance chômage, l'allocation de parent isolé, le

BON À SAVOIR

Certains bénévoles peuvent bénéficier de la législation sur les accidents du travail. Les caisses de retraite admettent le cumul d'une activité bénévole et le versement d'une pension.

En droit du travail, la notion de bénévolat est plus restrictive, surtout si le bénévole perçoit des indemnités de chômage ou de pré-retraite. L'activité exercée, par son importance (qualitative ou quantitative), ne doit pas se substituer à un emploi salarié. L'association serait considérée comme bénéficiaire d'un avantage économique, lié à une absence de déclaration de salarié.

* Article L. 311-3 22° du Code de la Sécurité sociale.

complément de libre choix d'activité de la Paje (Prestation d'accueil du jeune enfant), ou tout autre revenu de remplacement. Il pourra, le cas échéant, bénéficier d'une indemnisation du chômage à l'issue de son volontariat.

Une indemnité, dont le montant* est fixé par le contrat, est versée par l'organisme agréé à la personne volontaire.

Le volontaire est affilié de droit au régime général de la Sécurité sociale.

Au titre de l'indemnité perçue, le volontaire n'est redevable ni des cotisations et contributions sociales, ni de l'impôt sur le revenu.

L'association prend intégralement en charge la couverture sociale du volontaire en versant à l'Urssaf les cotisations forfaitaires maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse, et accidents du travail-maladies professionnelles.

Les salariés

L'association employeur doit obligatoirement déclarer les salariés dans les huit jours précédant l'embauche quel que soit le contrat de travail, à temps plein ou à temps partiel, et payer des cotisations sociales sur les salaires versés.

L'intervenant extérieur

Les associations font de plus en plus fréquemment appel à un intervenant extérieur dans le cadre d'actions ponctuelles : formation, animation, conseil... Dans la mesure où cette intervention est effectuée par un « professionnel indépendant », le responsable de l'association s'estime souvent dégagé de ses obligations sociales. Il est pourtant indispensable que l'association examine, avant la prestation, que les conditions d'exercice de l'activité de l'intervenant au sein de l'association le fait relever ou non du statut de salarié. S'il s'avère que l'intervenant relève du statut de « professionnel indépendant », l'association doit s'assurer qu'il est enregistré auprès du centre de formalités des entreprises et justifie notamment d'un numéro Siret. À défaut de déclaration, l'association peut s'exposer à des poursuites pénales, dans le cadre de la lutte contre le travail illégal, et ce en qualité de donneur d'ordre.

Les retraités

L'association qui embauche un retraité doit payer des cotisations. Toutefois des règles particulières s'appliquent concernant la retraite complémentaire et l'assurance chômage.

* Son montant maximum est fixé par référence à un indice de rémunération de la fonction publique.



1. Le droit du travail et la convention collective

Au-delà du droit minimum déterminé par le droit du travail, l'association doit appliquer la convention collective dont elle dépend. Celle-ci fixe les conditions d'emploi et de rémunération des salariés et s'impose aux associations comme à toute entreprise. La convention collective dont relève une association dépend de son objet social ou de son activité principale.

Pour en savoir plus, contactez la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) ou consultez www.legifrance.gouv.fr.

2. La protection sociale

Quelle que soit la durée du travail accomplie par le salarié, l'association doit s'acquitter de l'ensemble des cotisations et contributions de protection sociale :

- Sécurité sociale ;
- assurance chômage ;
- retraite complémentaire ;
- service de santé au travail ;
- et le cas échéant prévoyance.

Le versement de ces cotisations et contributions sociales garantit au salarié une protection sociale.

EXPLICATIONS

La Sécurité sociale

Les prestations du régime général de la Sécurité sociale (assurance maladie, maternité, invalidité-décès, accidents du travail, assurance vieillesse et allocations familiales) sont financées par les cotisations patronales et salariales ainsi que par la CSG et la CRDS.

Ces cotisations et contributions recouvrées par l'Urssaf permettent de garantir une couverture sociale aux salariés pour le remboursement de leurs soins médicaux, des frais hospitaliers, des indemnités journalières ou d'accidents du travail et de verser des allocations familiales, des pensions de retraite de base...



L'assurance chômage

Le régime conventionnel obligatoire d'assurance chômage est géré par l'Unédic au niveau national et par les Assédic au niveau local ou le Garp pour la région parisienne. Le financement de l'assurance chômage est assuré par des cotisations patronales et salariales calculées sur la rémunération versée aux salariés.

La retraite complémentaire

L'adhésion à une caisse de retraite complémentaire est obligatoire. Elle est fixée par la convention collective ou déterminée par l'activité de votre association en l'absence de convention. Le financement de ce régime est assuré par des cotisations patronales et salariales, calculées sur la rémunération versée aux salariés. Il complète les prestations assurées par le régime général de Sécurité sociale. En tant que responsable de l'association, vous devez choisir la caisse de retraite complémentaire à laquelle vos salariés seront rattachés. Vous devez affilier l'association à une caisse de retraite Arrco pour les non cadres et à une caisse Agirc pour les cadres.

Pour en savoir plus, vous pouvez contacter les centres d'information et de coordination de l'action sociale (Cicas).

D'autres contributions sont dues :

- CSG – CRDS ;
- solidarité autonomie ;
- Fonds national d'aide au logement (Fnal) ;
- formation professionnelle ;
- le cas échéant, le versement transport (VT) et la taxe prévoyance.

3. Le calcul des cotisations sociales

Les cotisations sont en principe calculées sur le salaire réel composé des avantages consentis aux salariés en contrepartie ou à l'occasion du travail : salaires, indemnités, primes, gratifications, avantages en nature (par exemple nourriture, logement)... Ces éléments constituent une assiette sur laquelle sont appliqués des taux de cotisations.

Pour certaines catégories de salariés, l'assiette est constituée par une base forfaitaire. Toutefois, d'un commun accord entre l'employeur et le salarié, les cotisations peuvent être calculées sur les rémunérations réellement versées.

BON à SAVOIR

La formation professionnelle

Tout employeur, quel que soit son effectif, participe au financement de la formation professionnelle continue par le versement d'une contribution. Cette contribution à la formation professionnelle (CFP) est destinée à un organisme paritaire collecteur agréé (Opca) désigné par la convention collective.

Pour en savoir plus, adressez-vous à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP).

En cas de calcul des cotisations sur la base du salaire réellement versé, une assiette minimum est applicable. Elle est calculée en fonction de l'horaire effectif de travail multiplié par le montant du Smic horaire. Lorsqu'une convention collective prévoit un salaire minimum supérieur au Smic, l'assiette des cotisations doit être au moins égale à ce minimum conventionnel augmenté de tout élément de rémunération prévu par la convention collective.

A noter que certaines cotisations sont calculées dans la limite d'un plafond de la Sécurité sociale, dont le montant est fixé chaque année au 1^{er} janvier.

Les salariés dont l'activité principale relève d'un régime spécial de Sécurité sociale (*fonctionnaires, agents titulaires des collectivités locales, de la SNCF et des entreprises électriques et gazières*) et qui exercent simultanément une activité accessoire au sein de l'association, sont dispensés de la cotisation salariale d'assurance vieillesse.

Les frais professionnels*

Les dépenses engagées pour le compte de l'association par les dirigeants, administrateurs, salariés... peuvent être remboursées. Il s'agit le plus souvent de frais de déplacements tels que les frais liés à l'utilisation d'un véhicule personnel, les repas, les nuits à l'hôtel.

Ces frais peuvent être exclus de l'assiette des cotisations, à condition que :

- le déplacement soit justifié par un ordre de mission (rendez-vous extérieur, formation...);
- le montant forfaitaire n'excède pas les limites fixées par l'administration. En cas de dépassement, l'association doit être en mesure de fournir les justificatifs de dépense ;
- l'association soit en mesure de fournir les justificatifs en cas de remboursement de frais réels.

Les avantages en nature*

L'avantage en nature consiste dans la fourniture ou la mise à disposition d'un bien ou d'un service permettant au salarié de faire l'économie de frais qu'il aurait dû normalement supporter. Il constitue un élément de rémunération soumis à cotisation. Cet avantage en nature est évalué d'après sa valeur réelle ou forfaitairement.

* Cf. annexes 1 et 2

4. Les aides et allègements sociaux en faveur de l'emploi

En qualité d'employeur de droit privé, votre association peut bénéficier d'exonérations totales ou partielles des cotisations de Sécurité sociale.

Elle peut également prétendre à des modalités de calcul de cotisations spécifiques en fonction de son objet social et du statut de ses salariés.



Exonérations générales

Exonération en fonction de la rémunération

L'association peut bénéficier de la réduction générale des cotisations patronales de Sécurité sociale (Loi Fillon). Cette réduction s'applique à l'ensemble des salariés, sans condition de durée de temps de travail. Pour les associations d'au plus 19 salariés, le montant de la réduction peut atteindre 28,1 % du salaire brut. Cette réduction s'anule, de manière dégressive, à 1,6 Smic.

Allègements de cotisations sur les heures supplémentaires et complémentaires

L'association qui rémunère des heures supplémentaires ou complémentaires a droit, sous certaines conditions, à une réduction de cotisations salariales. En tant qu'employeur, elle peut bénéficier d'une déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les seules heures supplémentaires.

Des allègements sont également prévus dans le cadre de la loi pour le pouvoir d'achat (rachat de jours de repos...).

A t t e n t i o n : La réduction Fillon et la réduction de cotisations salariales sur les heures supplémentaires et complémentaires ne sont pas cumulables avec l'application des bases forfaitaires de cotisations (cf. page 14).

Exonérations particulières

Contrats aidés

L'association qui emploie des salariés sous contrats particuliers de type apprentissage, professionnalisation, accompagnement dans l'emploi, avenir, peut bénéficier d'exonérations de cotisations.

Zones géographiques

L'association implantée en zone franche urbaine (ZFU) ou en zone de redynamisation urbaine (ZRU) peut bénéficier d'un dispositif d'exonération de cotisations patronales de Sécurité sociale sous certaines conditions relatives à l'établissement (éléments d'exploitation ou de stocks nécessaires à l'activité dans la ZFU) et au salarié (lieu de résidence, contrat de travail...).

Pour plus d'info : Connectez-vous sur www.urssaf.fr ou contactez votre Urssaf

CAS PARTICULIERS

Certains types d'associations peuvent bénéficier du calcul des cotisations sur des bases forfaitaires pour une catégorie spécifique de salariés.

Type d'association	Salariés concernés	Base forfaitaire	Conditions particulières
Association de jeunesse ou d'éducation populaire agréée*	Moniteur, animateur, professeur (activités non sportives)	Smic en vigueur au 1 ^{er} janvier x nombre d'heures effectuées	<ul style="list-style-type: none"> - agrément par le ministère de la jeunesse et des sports ; - le salarié doit faire moins de 480 heures par an dans l'association.
Centre de vacances, centre de loisirs pour mineurs, maison familiale, centre de vacances pour adultes handicapés*	Animateur, assistant sanitaire, directeur, directeur-adjoint, économiste	Selon un barème actualisé au 1 ^{er} janvier	<p>L'association doit accomplir les formalités administratives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les centres de vacances : déclaration d'ouverture de l'établissement ou déclaration de séjour délivrée par le préfet ; - pour les centres de loisirs sans hébergement : déclaration préalable à l'accueil à la préfecture ; - pour les maisons familiales de vacances : agrément pour la structure d'hébergement. <p>L'activité du salarié est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consacrée exclusivement à l'encadrement des mineurs de plus de 4 ans ou des adultes handicapés (sous conditions) ; - temporaire (période de vacances ou de loisirs).
Association employant des formateurs occasionnels*	Formateur, intervenant, conférencier	Selon un barème actualisé au 1 ^{er} janvier	<ul style="list-style-type: none"> - l'intervention du formateur ne doit pas excéder 30 jours civils par an ; - la rémunération journalière doit être inférieure à un montant plafonné.
Association d'étudiants à caractère pédagogique*	Elève affilié au régime de Sécurité sociale des étudiants	Par journée d'étude rémunérée 4 fois le Smic en vigueur au 1 ^{er} janvier	

* cf. annexe 3 ou consulter les dépliants d'information sur www.urssaf.fr



5. La fiscalité

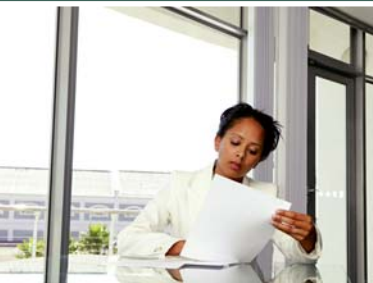
Les associations à but non lucratif ne sont pas en principe soumises aux impôts commerciaux dus par les personnes exerçant une activité économique (notamment la TVA, l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle).

Des instructions fiscales précisent les critères selon lesquels une association peut être soumise ou non aux impôts commerciaux.

L'association qui emploie du personnel n'est pas redevable de la taxe sur les salaires lorsqu'elle est soumise à la TVA sur au moins 90 % de son chiffre d'affaires au titre de l'année civile précédant celle du paiement des rémunérations.

Si elle emploie moins de 30 salariés, l'association peut, sous certaines conditions, bénéficier d'un abattement annuel de la taxe sur les salaires.

Pour plus d'info : www.impots.gouv.fr et www.associations.gouv.fr



1. Le centre de formalités des entreprises



Le centre de formalités des entreprises de l'Urssaf est l'interlocuteur unique pour les formalités de constitution, de modification ou de cessation des associations employeurs de personnel.

Cette formalité concerne les associations qui embauchent leur premier salarié alors qu'elles ne sont pas immatriculées au répertoire national des entreprises de l'Insee.

Elle permet à l'association de disposer d'un numéro d'identification Siren et d'un numéro Siret.

| Encore plus simple |

sur www.cfe.urssaf.fr ou en contactant le centre national Chèque Emploi Associatif au :

2. Des mesures simplifiées pour les associations : Chèque Emploi Associatif, Guso

Les obligations sociales et la complexité administrative liées à l'emploi peuvent parfois ralentir le développement des structures associatives.

Pour répondre aux difficultés rencontrées par les associations, le réseau des Urssaf et les organismes de protection sociale ont mis en place des dispositifs visant à alléger la gestion de l'emploi et les différentes formalités qui en découlent et à favoriser l'embauche.

Deux services sont proposés :

- le Chèque Emploi Associatif (CEA), pour les associations à but non lucratif qui emploient au plus 9 salariés équivalents temps plein ;
- le guichet unique pour l'emploi de salariés du spectacle vivant (Guso), pour les associations qui emploient occasionnellement des artistes ou des techniciens.





Le Chèque Emploi Associatif

Le Chèque Emploi Associatif est un dispositif gratuit de simplification des formalités sociales liées à l'emploi de salariés (hors intermittents du spectacle). Il vous permet notamment d'établir simplement vos déclarations, de vous affranchir du calcul des cotisations de protection sociale obligatoire et de l'établissement des bulletins de salaire.

Le CEA s'adresse aux associations qui emploient ou souhaitent employer au plus 9 salariés équivalents temps plein, soit jusqu'à 14 463 heures par an, quel que soit le nombre de salariés, à temps plein ou à temps partiel. Pour utiliser le Chèque Emploi Associatif, l'accord de votre salarié est nécessaire.

Pour bénéficier de ce dispositif, vous devez compléter une demande d'adhésion auprès de l'Urssaf ou de la banque qui gère le compte de l'association, ainsi qu'une autorisation de prélèvement pour le paiement des cotisations sociales.

I Encore plus simple I

sur www.cea.urssaf.fr

Dès la validation de votre adhésion par le centre national CEA, membre du réseau des Urssaf, vous pouvez déclarer directement sur www.cea.urssaf.fr* votre salarié. Il suffit de saisir :

- un volet « identification du salarié » pour accomplir la déclaration unique d'embauche (DUE) et le contrat de travail ;
- un volet social pour déclarer les éléments de rémunération nécessaires au calcul des cotisations et à l'établissement de l'attestation d'emploi, qui sert de bulletin de salaire. La rémunération de votre salarié doit obligatoirement être majorée de 10% au titre des congés payés.

Vous pouvez également consulter l'historique de votre dossier (attestations d'emploi, décompte de cotisations...).

Pour le paiement de vos cotisations, le centre national CEA vous adresse un décompte de cotisations une fois par mois. Il vous permet de régler la totalité des cotisations et contributions de protection sociale obligatoire (Urssaf, Assédic, caisse de retraite complémentaire et éventuellement de prévoyance) auprès de votre Urssaf.

Pour le paiement de vos salariés, vous pouvez utiliser un des chèques contenus dans le chéquier CEA remis par votre banque ou tout autre moyen de paiement : chéquier de l'association, virement et en espèces pour un montant maximum de 1500 € par mois.

* Si vous ne souhaitez pas déclarer sur Internet, vous pourrez utiliser les volets « identification du salarié » et les volets sociaux du chéquier adressés par le centre CEA et votre banque.

Le centre CEA :

- calcule à votre place les montants des cotisations en tenant compte des exonérations dont vous pouvez bénéficier ;
- réalise les attestations d'emploi qui servent de bulletins de salaire (cf. Annexe 4) ;
- adresse les décomptes de cotisations mensuellement.

Il transmet et établit également des informations et des déclarations annuelles, telles que :

- la déclaration annuelle des données sociales (DADS) ;
- l'attestation fiscale pour vos salariés ;
- le montant de la masse salariale annuelle brute déclaré dans le dispositif CEA. Celui-ci vous permet de procéder au calcul de certaines taxes et contributions non recouvrées par le centre CEA : formation professionnelle, taxe sur les salaires... ;
- l'état récapitulatif des éléments de rémunération versés au cours de l'année, qui peut faciliter le passage et/ou la vérification de vos écritures comptables.



Le Guso (guichet unique pour l'emploi de salariés du spectacle vivant)

Le Guso est un dispositif obligatoire qui s'adresse exclusivement aux organisateurs non professionnels du spectacle vivant (associations, comités d'entreprises, mairies, comités des fêtes, particuliers...).

Vous êtes concerné si :

- vous n'avez pas pour activité ou pour objet principal l'exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attractions, la production ou la diffusion de spectacles (festivals, spectacles de rues, bals, anniversaires...);
- vous engagez sous contrat à durée déterminée (CDD) des artistes et techniciens du spectacle vivant.

Sont également concernés les groupements d'artistes amateurs embauchant occasionnellement un ou plusieurs artistes du spectacle vivant.

Ce dispositif gratuit de simplification administrative permet à l'employeur d'effectuer, auprès d'un organisme unique, les déclarations obligatoires liées à l'embauche d'un salarié du spectacle.

Il permet d'accomplir les obligations légales auprès de l'ensemble des organismes de protection sociale : l'Afdas, pour la formation professionnelle ; l'Assédic, pour l'assurance chômage ; l'Audiens, pour la retraite complémentaire et prévoyance ; la CCS (Caisse des congés spectacles), pour les congés payés ; le service de santé au travail ; l'Urssaf, pour la Sécurité sociale.



I Encore plus simple I

sur www.guso.com.fr

Sur www.guso.com.fr, vous adhérez en toute simplicité au Guso et réalisez par un formulaire unique : la déclaration préalable à l'embauche ainsi que la déclaration unique et simplifiée qui vaut contrat de travail ; le calcul du montant des cotisations et contributions pour l'ensemble des organismes de protection sociale obligatoire ; le paiement des cotisations par télévirement ou par prélèvement ; la déclaration annuelle des données sociales (DADS) ; l'attestation employeur ; le certificat d'emploi...

Une attestation qui sert de bulletin de paie est envoyée mensuellement au salarié.

* Vous pouvez également adhérer à ce service par téléphone au :

IMPORTANT

L'utilisation d'œuvres musicales ou théâtrales pendant un spectacle implique le paiement de droits d'auteur. Pensez avant toute manifestation à effectuer une déclaration auprès de la Sacem (musique) ou auprès de la SACD (théâtre).

Limites d'exonération des allocations forfaitaires

(Arrêté du 20 décembre 2002 modifié)

Nature de l'indemnité	2008
Indemnité de restauration sur le lieu de travail Salarié contraint de prendre une restauration sur son lieu effectif de travail en raison de conditions particulières d'organisation ou d'horaires de travail (ex : travail en équipe, travail posté, travail continu, travail de nuit, travail en horaire décalé...)	5,50 €
Frais de repas engagés par les salariés en situation de déplacement et empêchés de rejoindre leur lieu de travail ou leur résidence - Salarié contraint de prendre son repas au restaurant - Salarié non contraint de prendre son repas au restaurant (indemnité de repas ou de chantier)	16,40 € 8,00 €
Indemnités de grand déplacement* (métropole) pour les 3 premiers mois - Par repas - Pour les dépenses supplémentaires de logement et de petit déjeuner (par jour) : <ul style="list-style-type: none"> • Paris et les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne • Autres départements de la métropole 	16,40 € 58,70 € 43,50 €

* Les indemnités de grand déplacement sont exonérées lorsque :

- la distance qui sépare le lieu de travail du salarié de sa résidence est au moins égale à 50 km (trajet aller) ;
- et les transports en commun ne lui permettent pas de parcourir cette distance en moins d'une heure trente minutes.



Nourriture*

Lorsque l'employeur fournit gratuitement la nourriture à son salarié, cet avantage est évalué forfaitairement : 1 repas = 4,25 euros.

Cette évaluation forfaitaire fixée au 1^{er} janvier est revalorisée chaque année.

Logement*

Forfait

Lorsque l'employeur fournit le logement à son salarié, cet avantage est fixé sur la base d'une évaluation forfaitaire mensuelle selon un barème intégrant les avantages accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage, garage).

Cette évaluation forfaitaire est fonction de la rémunération brute mensuelle du salarié.

Avantages en nature 2008	Rémunération brute mensuelle (en euros)							
	Inférieure à 1 386,50	de 1 386,50 à 1 663,79	de 1 663,80 à 1 941,09	de 1 941,10 à 2 495,69	de 2 495,70 à 3 050,29	de 3 050,30 à 3 604,89	de 3 604,90 à 4 159,49	à partir de 4 159,50
Pour une pièce	61	71,10	81,30	91,40	111,80	132,10	152,40	172,7
Si plusieurs pièces, par pièce principale	32,50	45,70	61	76,20	96,50	116,80	142,20	162,60

Exemple Pour un salarié dont la rémunération brute mensuelle est de 2 000 € et qui est logé dans un appartement de 3 pièces, l'avantage en nature logement est fixé à 228,60 € (3 X 76,20 €).

Le barème des tranches de revenus varie chaque année en fonction du plafond de la Sécurité sociale.

Option : valeur réelle

L'employeur peut également estimer l'avantage d'après la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation ou à défaut, d'après la valeur locative réelle. Les avantages accessoires sont évalués d'après leur valeur réelle.

* Montants forfaitaires à défaut d'accord entre employeur et salarié, de convention collective ou d'accord professionnel fixant des montants supérieurs.

Bases forfaitaires applicables pour des activités d'animation

pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale

L'employeur est :

- une association qui a reçu l'agrément « jeunesse éducation populaire » du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

Bénéficient de la base forfaitaire, les personnes qui exercent des activités accessoires autres que sportives dans la limite de 480 heures par an.

Sont exclus les dirigeants ou les administrateurs salariés.

Pour chaque heure de travail, la base de calcul des cotisations et contributions est égale au Smic horaire en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée (8,44 euros pour 2008).

La CSG et la CRDS sont calculées sur la base forfaitaire, sans pratiquer l'abattement de 3 % pour frais professionnels.

Si la durée de travail est supérieure à 480 heures par an, les cotisations sont calculées sur le salaire réel dès la première heure de travail et dans les conditions de droit commun ;

- un centre de vacances, un centre de loisirs pour mineurs, une maison familiale ou un centre de vacances pour adultes handicapés.

Bénéficient de la base forfaitaire le personnel non bénévole, à titre temporaire, pour assurer exclusivement l'encadrement (animateur au pair, animateur rémunéré, assistant sanitaire, directeur, directeur-adjoint ou économe).

La base de calcul des cotisations est déterminée par référence au Smic horaire brut en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée (soit 8,44 euros pour 2008).

montants en euros en 2008

Emplois	Base jour	Base semaine	Base mois
Animateur au pair	8	42	169
Animateur rémunéré Assistant sanitaire	13	63	253
Directeur-adjoint ou Econome	-	148	591
Directeur	-	211	844

La CSG et la CRDS sont calculées sur la base forfaitaire, sans pratiquer l'abattement de 3 % pour frais professionnels.





ATTESTATION D'EMPLOI
Document à conserver sans limitation de durée
Exemplaire destiné à l'employeur

XXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXX
 XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
 XXXXXXXXXXXXXXXX

L'EMPLOYEUR

ASSOCIATION xxxxxxxxxxxx

ANIMATION DIFFUSION MUSIQUE

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

6XXXXXXXXXXXXXXXXX

Code NAF : 9001Z

N° Employeur : xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

SIRET : xxxxxxxxxxxxxxxx

URSSAF DE xxxxxx

LE SALARIE

Prénom : xxxxxxxx

Nom : xxxxxxxx

N° de sécurité sociale : xxxxxxxxxxxxxxxx

Convention collective : ENTREPRISES

ARTISTIQUES CULTURELLES

Emploi occupé : ANIMATRICE

DECLARATION PRISE EN COMPTE

Période d'emploi : du 13/05/07 au 15/05/07

Salaire versé le : 28/06/07

Volet social :

Notre Référence : xxxxxxxxxxxxxxxx

Nb heures rémunérées : 6h00min

Rémunération nette versée : 60,00**Somme versée au salarié : 60,00**

La rémunération versée comprend une indemnité de congés payés de 10%, et le cas échéant, l'indemnité de fin de contrat

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments pris en compte par le centre national Chèque Emploi Associatif à la suite de la déclaration de salaire effectuée par votre employeur. Si certains éléments sont erronés, je vous invite à le signaler à votre employeur.

Cette attestation d'emploi vous permet de justifier de vos droits aux prestations sociales.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, recevoir vos prochaines attestations d'emploi par e-mail, en vous inscrivant sur le site www.cea.urssaf.fr.

Mes collaborateurs se tiennent à votre disposition au 0 800 1901 00 (appel gratuit depuis un poste fixe) pour tout renseignement complémentaire.

Karine Menielle, Responsable du Centre CEA

Total rémunération brute	76,03
---------------------------------	--------------

Cotisations et contributions	Base	Part Salariale		Part employeur	
		Taux	Montant	Taux	Montant
Sécurité Sociale					
Cotisations sur la totalité du salaire	76,03	0,85	0,65	22,30	16,95
Cotisation vieillesse plafonnée	76,03	6,65	5,06	8,40	6,39
Assurance chômage					
ASSEDIC + AGS	76,03	2,40	1,82	4,15	3,15
Retraite complémentaire obligatoire					
Arco + AGFF sur tranche 1 IRPS (AUDIENS)	76,03	3,30	2,51	6,20	4,71
Prévoyance collective obligatoire					
Prévoyance collective sur tranche 1 AUDIENS PREVOYANCE	76,03		0,00	1,45	1,10
CSG - CRDS					
CSG déductible	74,82	5,10	3,82		0,00
CSG CRDS non déductible	74,82	2,90	2,17		0,00
Autres cotisations patronales					
Réduction Fillon	0,00		0,00		-1,44

Montant total des cotisations retenues	16,03	30,86
---	-------	-------

Total à payer	60,00
----------------------	--------------

Salaire net imposable	62,17
------------------------------	--------------

La loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de votre organisme.

Le ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

www.associations.gouv.fr
www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr

Le ministère du Travail et de la Solidarité

www.travail.gouv.fr

Vous y trouverez également la liste des directions régionales et départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP) et (DDTEFP).

Le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi

www.minefe.gouv.fr

Le ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique

www.impots.gouv.fr
www.budget.gouv.fr

L'Urssaf

www.urssaf.fr

Le Journal Officiel

Journal Officiel
26 rue Desaix
75015 Paris
Tél. : 01 40 58 78 78
www.journal-officiel.gouv.fr
www.legifrance.gouv.fr

Les Assédic et l'Unédic

www.assedic.fr

Les préfetures

www.interieur.gouv.fr



La retraite complémentaire

GIE Agirc - Arrco - Régimes de retraite complémentaire des salariés cadres et non cadres

16-18 rue Jules César - 75592 Paris cedex 12

Tél. : 01 71 72 12 00

www.agirc-arrco.fr

Centres d'information et de coordination de l'action sociale (Cicas)

Toutes les adresses des Cicas peuvent être obtenues sur le site www.agirc-arrco.fr

Audiens - retraite complémentaire et prévoyance des métiers de l'audiovisuel, de la communication, de la presse et du spectacle

74 rue Jean Bleuzen - 92177 Vanves Cedex

Tél. : N° Azur 0811 65 50 50

www.audiens.org

Le Chèque Emploi Associatif (CEA)

Pour obtenir votre chéquier, rapprochez-vous de votre banque.

Pour + d'infos : N° Azur 0 800 1901 00 du lundi au vendredi de 8 h à 18 h 30

www.cea.urssaf.fr

Le guichet unique pour l'emploi de salariés du spectacle vivant

GUSO

TSA 20134 Lyon Cedex 20

N°Azur 0 810 863 342 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h

www.guso.com.fr

Utilisation d'œuvres musicales

Sacem

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique

225 av. Charles de Gaulle - 92528 Neuilly-sur-Seine Cedex

Tél. : 01 47 15 47 15

www.sacem.fr

Utilisation d'œuvres théâtrales

SACD

Société des auteurs et compositeurs dramatiques

11 bis, rue Ballu - 75009 Paris

Tél. : 01 40 23 44 44

www.sacd.fr

